aussi menaçants pour le système financier international qu'ils ne l'étaient à la fin des années 70²¹. De plus, les gestionnaires de fonds font face à une vive concurrence et des pressions s'exercent de plus en plus sur eux pour qu'ils obtiennent des rendements toujours plus élevés, comme c'était le cas pour les banques commerciales dans les années 70 et 80. Ainsi, les gestionnaires de fonds peuvent être incités à ne pas tenir compte des risques plus élevés que peuvent comporter certains investissements dans leur recherche de rendements plus élevés²².

La hausse récente des taux d'intérêt internationaux a créé beaucoup d'inquiétude chez les investisseurs et peut nuire aux marchés naissants de plusieurs façons. D'abord et avant tout, la hausse des taux d'intérêt internationaux incitera les investisseurs sur ces marchés à répartir différemment leurs avoirs en investissant davantage dans des instruments à revenu fixe (p. ex., certificats de placement garantis (CPG), obligations d'épargne, etc.), au détriment des obligations de moins bonne qualité et des actions de ces pays. À l'exception du Chili, aucun pays d'Amérique latine n'a vu ses obligations obtenir la cote de bonne qualité des grands services américains d'évaluation des obligations. Cela signifie que des taux d'intérêt plus élevés doivent être offerts pour que les investisseurs acceptent les plus grands risques associés à ces obligations, à savoir des taux pouvant représenter jusqu'à 500 points de base de plus que ceux des obligations des pays industriels²³. Deuxièmement, plusieurs de ces pays ont encore d'importantes dettes auprès de banques commerciales internationales. La hausse des taux d'intérêt augmente les paiements à faire à ces banques commerciales, ce qui accroît d'autant le fardeau que doivent supporter ces pays et limite peut-être aussi leur taux de croissance en les obligeant à affecter des proportions de plus en plus grandes des fonds publics au service de la dette. En outre, le secteur privé naissant fait aussi face à des taux d'intérêt plus élevés, ce qui limite le nombre de projets rentables qu'il serait prêt à entreprendre. Il en résultera un exode des capitaux investis dans des titres puisque les investissements jadis sains n'auront plus autant d'attrait et que les investisseurs internationaux se mettront à chercher ailleurs des taux de rendement plus élevés.

Il est peu probable que les flux massifs de capitaux observés vers les pays d'Amérique latine se poursuivent au même rythme qu'au début de la décennie. La part des capitaux enfuis qui reviennent est limitée et les programmes de privatisation et les échanges de

²¹Loxley, *op. cit.*, p. 17.

²²Organisation de coopération et de développement économique, *Tendances des marchés des capitaux 57*, Paris, OCDE, février 1994.

²³Loxley, *op. cit.*, p. 15-16.